



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 12/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MC CAIN ALIMENTAIRE

483 RUE DU BEAU MARAIS
BP 147
62400 Béthune

Références : 0012-2026
Code AIOT : 0007000661

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement MC CAIN ALIMENTAIRE implanté 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de l'inspection est de vérifier le respect du planning détaillé figurant dans le courrier de l'exploitant du 20 septembre 2024, ainsi qu'à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 24 janvier 2025 en tant que point d'étape avant l'échéance dudit arrêté fixée au 24/01/2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MC CAIN ALIMENTAIRE
- 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune

- Code AIOT : 0007000661
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site MAC CAIN est autorisé à exploiter sur la commune de Béthune (62), depuis le 8 janvier 1992, une usine de production de frites surgelées et de flocons de pommes de terre déshydratés suite à une extension de l'établissement. Ses installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène sont classées à autorisation.

Le site relève également de la rubrique IED n°3642-2 (traitement et transformation de matières premières végétales), avec comme document de référence associé le BREF FDM (conclusions relatives aux Meilleurs Techniques Disponibles applicables aux industries agro-alimentaires et laitières).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respecter le planning des travaux	AP de Mise en Demeure du 24/01/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le planning des actions est respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respecter le planning des travaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/01/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du planning des travaux
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit respecter le programme, le plan d'actions et le planning détaillé [...], afin de traiter 19 sources prioritaires identifiées [...].
Constats : L'exploitant a respecté le planning des travaux sur les 19 sources prioritaires identifiées dans l'étude d'impact acoustique du 26 juillet 2024, en se concentrant sur les sources impactant le Sud de l'usine ainsi que la nouvelle ligne du packaging.

Il a réalisé une nouvelle mesure post-travaux au cours de l'été 2025 au droit des mêmes points que ceux figurant dans l'étude du 26 juillet 2024 de Sim Engineering, afin de vérifier l'efficacité des travaux entrepris.

En résumé, les points suivants sont réalisés dans le temps imparti :

- construction du nouvel atelier maintenance ;
- information du personnel sur la fermeture de l'atelier flocon ;
- travaux de réduction des niveaux de bruit sur les 19 sources prioritaires identifiées ;
- mesures acoustiques post-travaux et modélisations de Sim Engineering ;
- mise en service le 1er octobre 2025 de la biomasse vapeur de Mc Cain Béthune (MCP n°11690414).

L'action qui vient de débiter est la nouvelle modélisation sonore du site en intégrant les projets à venir sur site.

L'exploitant a jusqu'au 24 janvier 2026 pour dresser une vue d'ensemble en termes de réalisation, de conclusions et de perspectives en transmettant à l'Inspection des installations classées toutes les études et justificatifs permettant de juger de sa conformité à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 janvier 2025.

Type de suites proposées : Sans suite